

Jean-Marie Harribey  
Pierre Khalifa  
Jacques Rigaudiat

# Quoi qu'il en coûte

Sortir la dette  
des griffes  
de la finance

PETITE  
ENCYCLOPÉDIE  
CRITIQUE

*textuel*

Fondation Copernic



## **Sommaire**

### **Introduction : Quoiqu'il en coûte, changer de route**

#### **Chapitre 1 : La dette au cœur du lien social**

1. La monnaie fait social total
2. La création monétaire au cœur de la dette
3. Le financement d'une économie monétaire

#### **Chapitre 2 : Dette publique, de quoi parle-t-on ?**

1. Surveiller et punir : la dette publique, comme critère de Maastricht
2. La dette maastrichtienne et la facture (provisoire) du Covid-19 : combien ?
3. La dette et le patrimoine : un fardeau financier brut, net ou « super net » ?
4. La dette et le patrimoine : un fardeau ou un soutien ?
5. Un fardeau pour nos enfants ?
6. Une dette publique au service de quelle politique ?
7. Prospérité du vice et infortunes de la vertu : quand s'endetter permet de dépenser moins, voire de s'enrichir

#### **Chapitre 3 : Petite histoire récente de la dette publique en France avant la crise financière**

1. Un financement hors marché
2. Le démantèlement du circuit du Trésor
3. Une explosion des dépenses publiques ?
4. Les causes du gonflement de la dette publique
5. Le carcan européen

#### **Chapitre 4 : D'une crise à l'autre : de l'économie, de la finance et des dettes publiques**

1. Un système productif qui peine à produire de la valeur à la hauteur espérée
2. Une finance stérile et spéculative
3. Le balancier entre austérité et sauvetage des économies

#### **Chapitre 5 : Les vulnérabilités du capitalisme financier et le choc du Covid-19**

1. Les vulnérabilités du capitalisme financier
2. Le choc du Covid-19

#### **Chapitre 6 : Le retour du refoulé ou bien en route vers la transition ?**

1. La transition « quoi qu'il en coûte »
2. Le basculement nécessaire des politiques économiques
3. Vers un changement de paradigme en France et en Europe ?

#### **Conclusion : Sortir des griffes de la finance, un enjeu démocratique**

## **Introduction** **Quoi qu'il en coûte,** **changer de route**

« *Quoi qu'il en coûte* », lorsque Emmanuel Macron a prononcé ces mots lors de son allocution télévisée du 12 mars 2020, nous étions sans aucun doute nombreux à être tout à la fois interloqués et passablement dubitatifs. Comment l'homme qui parlait des minimas sociaux en déplorant que l'on y mette « *un pognon de dingue* » pouvait-il bien soudainement se transmuier en chantre de la dépense sans limite ?

À vrai dire, ces mots n'étaient que le décalque de ceux prononcés en juillet 2012 par Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne (BCE). Jetant au moins momentanément aux orties sa doxa monétariste, la BCE s'apprêtait alors à intervenir « *whatever it takes* ». S'annonçait ainsi son revirement et s'ouvrait alors le moment, toujours pas encore refermé, de la politique monétaire « non conventionnelle » et du « quantitative easing ». Ce revirement avait sa nécessité : les politiques budgétaires austéritaires menées au lendemain de la crise des « subprimes » en 2007 avaient conduit les économies européennes aux bords extrêmes de la déflation et l'euro à ceux de son explosion. Une politique monétaire accommodante s'est ainsi substituée à la politique budgétaire défaillante des États, dont l'impéritie était devenue manifeste et par trop dangereuse, puisqu'elle finissait par menacer le système lui-même.

La politique inaugurée par le « *quoi qu'il en coûte* » – par ailleurs suivie par l'ensemble des gouvernements européens et adoubée par la Commission européenne qui a suspendu les critères de Maastricht – anticipe une autre nécessité et inaugure un nouveau moment : celui d'un revirement des politiques budgétaires elles-mêmes. Faute de cela, les économies se seraient effondrées.

Le néolibéralisme dans sa déclinaison européenne a ainsi subi un double camouflet : il a dû, provisoirement, ravalier sa doxa monétaire restrictive et sa politique budgétaire austéritaire.

Aujourd'hui, les dettes publiques, mais aussi celles des entreprises, ont connu un spectaculaire accroissement ; il en va de même des bilans des banques centrales. Quant à l'Union européenne, elle a dû suspendre ses normes maastrichtiennes et se résigner – non sans de fortes tensions internes – à emprunter en commun pour financer un plan de relance, que chacun sait être insuffisant pour retrouver une véritable dynamique et, *a fortiori*, pour engager la nécessaire transition écologique.

Reste alors à savoir si le temps ainsi suspendu, va être, demain, retrouvé... D'ores et déjà, en effet, des voix s'élèvent pour évoquer la suite et la nécessité d'un retour rapide à l'ordre perdu. L'avenir de la dette publique, qu'il faudra bien, selon eux, rembourser, en symbolise tout l'enjeu.

C'est pour cela qu'il est essentiel de démystifier et déconstruire par avance ce à quoi l'on va être très bientôt confronté. C'est l'objet même de ce livre.

La dette pas plus que la monnaie ne sont des choses. Ce sont des rapports sociaux, que les représentations et les institutions ne font que cristalliser ; aussi ont-elles de tous temps été au cœur du lien social (chapitre 1). De même, les réalités de la dette publique et de sa gestion engagent bien autre chose que ce que l'on voudrait nous en faire accroire et permettent la constitution d'un patrimoine collectif qui, loin d'être « un fardeau pour nos enfants », profite à toute la collectivité (chapitre 2). Rapports sociaux, au fur et à mesure que ceux-ci évoluaient, la dette et la monnaie ont été très activement transformées au cours des dernières décennies. Ainsi, l'affirmation d'un capitalisme financiarisé a d'abord nécessité le démantèlement des institutions monétaires et financières qui lui préexistaient (chapitre 3). De

même, son installation a conduit à la mise en place d'institutions qui lui sont spécifiques et la gestion des contradictions du système productif qui lui sont propres à des tentatives nouvelles de régulation (chapitre 4). L'existence simultanée du « quoi qu'il en coûte », d'une politique budgétaire débridée donc, et d'une politique monétaire accommodante montre que la crise économique et sociale liée au Covid 19 a poussé à l'extrême les contraintes que représentent pour l'idéologie austéritaire du néolibéralisme les nécessités pratiques de son fonctionnement (chapitre 5). Mais elle montre aussi, contradictoirement, que ce qui se présentait hier encore comme « la seule politique possible » que vantait Margaret Thatcher sait s'offrir à elle-même des portes de sortie alternatives, dès lors qu'elle bute sur des obstacles qui seraient sans cela insurmontables. La crise du Covid démontre ainsi pratiquement que d'autres politiques sont possibles (chapitre 6).

Le penchant néolibéral – celui de l'idéologie des gouvernants, comme celui des institutions de l'UE, momentanément refoulé, va assurément s'efforcer de revenir, et même au galop si cela lui est possible. Car, dans ce « *quoi qu'il en coûte* », il était question non d'une improbable conversion, mais du constat que, au moins pour un temps, nécessité faisait loi. Contre ce retour à l'état antérieur des choses, il nous reviendra alors de faire de cette autre politique l'expression d'une volonté.